



La législation du handicap



Introduction	
Définition	Législation : ensemble des lois et des règlements en vigueur dans un pays.
Avant la loi du 11 février 2005	
Haut MA	Les handicapés sont les infirmes, les pauvres et les miséreux
Début XXème siècle	Les handicapés sont les malades de l'esprit, les enfants considérés comme idiots.
1901	Loi pour les associations à but non lucratif : développement des associations pour les personnes en situation de handicap
1905	Loi d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables
1975	Loi d'orientation en faveur des personnes en situation de handicap recommande la prévention et le dépistage
1981	Charte européenne sur les handicapés
1987	Obligation d'emploi des travailleurs handicapés et mutilés de guerre
1988	Création de l'association national pour la gestion du fond pour l'insertion professionnelle des personnes handicapés
2005	Reconnaissance nationale du handicap et meilleure prise en charge de celui-ci → loi du 11 février 2005
La loi du 11 février 2005	
Art 115 – Définition de handicap	« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant »
Objectif de cette loi	Le principe du droit à la compensation du handicap L'obligation de solidarité de l'ensemble de la société Personne en situation de handicap = point de départ à tout projet de vie
MDPH Maison Départementale des Personnes Handicapées	C'est un maillon essentiel dans la mise en œuvre du projet de vie, l'évaluation des besoins et de l'ouverture des droits nécessaires à l'accomplissement du projet de vie.
Évolutions et réaffirmations de la loi du 11 février 2005	
Droit à la compensation	Mesures diverses : aides individuelles, hébergement, logement adapté Permet une prise en compte des besoins, attentes, aspirations et choix de vie de la personne, de faire des propositions d'aides adaptées et personnalisées et permet une prise en compte de l'entourage de la personne <i>La prestation de compensation est destinée à prendre en charge financièrement les aides nécessaires.</i>
L'emploi	La non-discrimination au travail : priorité au travail en milieu ordinaire Implication des employeurs dans la mise en œuvre des mesures pour l'emploi Obligation d'emploi d'au moins 6% de personnes handicapées avec incitations financières et en renforçant les sanctions
La scolarité	Droit à la scolarité pour tous les enfants dans l'établissement scolaire le plus proche de son domicile Projet personnalisé de scolarisation (PSS) répond aux besoins de l'élève Suivi par une équipe située dans son établissement de scolarisation
L'accessibilité	Généralisation du principe d'accessibilité à tous les étages C'est une condition primordiale pour permettre d'exercer tous les actes de la vie quotidienne et de participer à la vie sociale CDAPH = commission des droits d'autonomie des personnes handicapées <i>La loi fixe des obligations de résultats et de délais à respecter qui varient selon le domaine.</i>
MDPH	Guichet unique d'accès aux droits et aux prestations Mise en place d'une MDPH dans chaque département
2008	Journée de la solidarité
2011	Amélioration du fonctionnement de la MDPH
2014	Autorisation d'adoption par ordonnances des mesures pour une plus grande accessibilité du public
2015	Faciliter le stationnement des PSH titulaires de la carte de stationnement

Deux observations :

- Nécessité de combler le fossé permanent entre théorie juridique et existentielle
- La PSH est le point de départ et le centre de toute action

